

Synthèse des analyses et débats du site – Les SHS face au Covid 19, proposée par Maryse Bresson à partir des articles en ligne le 30 04 2020

Le secteur « les SHS face au Covid19 » du site web de la MSH Paris Saclay a été créé dans le contexte d'urgence sanitaire lié au Covid 19 et à la mise en place d'un confinement inédit à l'échelle de la planète. Alors que le monde de la santé (professionnels et chercheurs) se trouve en « première ligne », les SHS aussi se mobilisent. Les chercheurs et chercheuses de différentes disciplines prennent la parole dans les médias : en sociologie, science politique, économie, histoire, sciences de l'éducation, droit, anthropologie, etc. Au-delà des prises de position à court terme se constitue un corpus d'analyses et de connaissances pour le long terme. Nous en proposons ici une première synthèse, structurée à partir des sept rubriques du secteur, sans mention d'auteurs et sur la base d'un recueil d'articles encore très incomplet.

La place de la recherche et du chercheur.

Une partie des auteurs pose la question de la place de la recherche et des chercheurs en SHS. Les articles publiés dans divers médias peuvent s'articuler autour de trois idées principales. Premièrement, les SHS revendiquent leur légitimité à se mobiliser dans la situation de crise sanitaire : il appartient aux chercheurs de ce domaine de revendiquer la place qui leur est propre au sein des disciplines scientifiques, en rappelant le rôle spécifique des SHS. Cela exige aussi d'interroger de manière réflexive la relation complexe entre scientifiques et politiques, afin de développer la capacité de la parole scientifique à s'émanciper du jeu politique. Enfin plusieurs revendiquent leur légitimité à proposer des réponses face aux tensions qui concernent l'ensemble de l'humanité – comme celles qui résultent du fait que des 'jeunes' se sentent peu concernés par le sort de la population âgée, victime prioritaire de la maladie.

Lien social et inégalités

La pandémie et le confinement nous rendent a priori tous solidaires et égaux : le virus ne choisit pas ses cibles, et la protection de tous dépend de la protection et de la responsabilité de chacun. La crise sanitaire rappelle que les institutions et l'Etat sont indispensables à la vie collective. Pourtant la situation souligne les inégalités selon les pays, que l'action des gouvernants peut aggraver. Les inégalités territoriales se retrouvent à l'échelle des régions, diversement exposées à l'épidémie et, également, des quartiers, injustement stigmatisés. En matière de logement, le confinement augmente le temps d'exposition à des conditions de vie confortables, ou au contraire dégradées. Le télétravail en vie confinée défavorise particulièrement les femmes. Dans le monde du travail, un renversement s'effectue, par lequel ceux qui endiguent l'épidémie – soignants, fonctionnaires, prolétariat urbain – deviennent les premiers de cordée : comme en montagne, ce sont eux qui assurent la survie des autres.

Santé, éducation, bien-être

La santé n'est pas seulement une donnée médicale, elle est aussi un indicateur de qualité de vie, lié à la longévité, associée à l'éducation et au bien-être. Au-delà de l'hommage unanime aux professionnels dont l'activité est au contact direct des populations, les politiques néolibérales sont dénoncées pour avoir, au cours des dernières années, négligé de faire les investissements nécessaires dans l'embauche de personnels soignants, ou encore dans la préparation à l'enseignement à domicile. La continuité pédagogique n'est pas vraiment assurée, ou mise en place de façon désordonnée, sans que l'on se demande si elle est

souhaitable, ni si elle est possible et à quelles conditions. L'absence de remède rend plus crucial encore l'enjeu du bien-être, vu comme une invitation à résister. Ainsi, la pratique culturelle de la musique aide à surmonter les deuils collectifs et les « fêlures de l'histoire ».

Regards sur l'économie

Une partie des contributions vise à apporter des éclairages sur « l'économie du coronavirus » ou à proposer de nouveaux outils conjoncturels pour en sortir. L'absence de politique économique menée à l'échelle de l'Europe est interrogée. Les questions de savoir qui va payer, quand et comment, sont posées. D'autres auteurs soulignent les dysfonctionnements structurels de l'économie capitaliste ou préfèrent insister sur les transitions en cours, comme l'accélération du « capitalisme numérique ». Pour accompagner les mutations ou faciliter celles qu'ils appellent de leurs vœux, certains en appellent à l'Etat, ou à l'Europe, pour créer un « fonds Corona », instaurer un moratoire des loyers ou encore, transformer la répartition par le moyen d'un revenu universel - « *basic income* » -.

Droits et libertés

Sur la question des droits et libertés, l'inquiétude domine pour nos institutions démocratiques. L'économie mondialisée a cru pouvoir se passer des droits sociaux et du travail. Surtout, *l'état d'exception semble devenu la condition normale*.

Dans ce contexte, alors que les Français sont de plus en plus réticents face aux mesures limitant les libertés publiques, les droits et la liberté sont un combat à mener partout, y compris par les chercheurs : des collectifs dénoncent les dangers de la surveillance numérique, les outils mis en place pour réaliser le traçage anonyme ou encore, l'ombre d'intérêts privés et politiques qui plane sur l'application Stop-Covid. La défense des droits passe aussi par l'impératif de préserver la culture, en dénonçant la fermeture des librairies en période de confinement, qui relègue les livres au statut de biens non essentiels.

Gouvernance en temps de crise

En temps de crise du Covid-19, les chercheurs questionnent le mode de gouvernance et le rapport des citoyens à la puissance publique. Si dans les analyses, la critique négative des actions publiques l'emporte souvent, certains auteurs pourtant préfèrent explorer de nouvelles solutions cognitives ou pratiques. Certes, le risque est grand que les gouvernements utilisent l'argument scientifique pour justifier leurs décisions, d'autant que les scientifiques ne sont souvent pas d'accord entre eux. Mais la période appelle à regarder vers l'avant, alors que tout est en sommeil et que le recul de la pollution rejoint les vœux des défenseurs de l'environnement. En démocratie, il appartient au politique de trancher, tout en pouvant s'appuyer sur les conclusions du débat scientifique.

Crises et mutations : approches générales

Enfin, certains articles développent des visions d'ensemble sur les crises et mutations. Leurs auteurs se font parfois visionnaires, appelant à repenser les transitions, numérique, écologique, à l'aune de ce qui pourrait être une nouvelle ère, parfois désignée par une notion en débat : l'Anthropocène. D'une manière générale, la situation nous pousserait à nous interroger radicalement sur notre mode de vie et sur nos vrais besoins, pour mieux décider de ce qui mérite – ou non – d'être conservé.